

CLIMAT, PAIX ET SÉCURITÉ DANS L'EST DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

KATONGO SEYUBA*

I. Introduction

Les communautés locales de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) restent confrontées au double fardeau de la crise climatique et des conflits violents et de l'insécurité qui sévissent à l'heure actuelle.¹ Les impacts du changement climatique et de la dégradation de l'environnement dans l'est de la RDC interagissent avec les vulnérabilités, l'insécurité et les problèmes socio-économiques et politiques existants, ce qui accroît le risque de conflits liés aux ressources et de conflits intercommunautaires et aggrave les défis existants en matière de paix et de sécurité humaine.² Les conflits armés exacerbent également la dégradation de l'environnement et la vulnérabilité au changement climatique, ce qui a pour effet d'augmenter la pauvreté et de limiter la capacité d'adaptation des populations.

La RDC dispose d'abondantes ressources naturelles et de gisements de minerais, mais elle figure parmi les cinq pays les plus pauvres du monde, avec environ 73,5 pour cent de sa population vivant en dessous du seuil international de pauvreté.³ Elle est également classée parmi les cinq pays les plus vulnérables au climat, en partie du fait de son exposition aux catastrophes, des défis socio-économiques et de sa dépendance à l'égard des moyens de subsistance sensibles au climat.⁴ Par ailleurs, la RDC accueille l'un des plus grands nombres de populations déplacées au monde, avec environ 7 millions de personnes déplacées principalement par les conflits armés et

¹ Folke Bernadotte Academy (FBA), Réseau CREF et Strong Roots Congo, « Risques sécuritaires liés au changement climatique dans l'est de la RDC », Oct. 2023 ; Mudinga, E. et al, « Climate change and conflict in the Ruzizi Plain (DRC) », KLIMSEC Research Report, 2024 ; Vinke, K. et al, « Climate and environmental security in the Democratic Republic of Congo », German Council on Foreign Relations (DGAP) Report no. 3, avril 2023 ; et Iversen, T. O. et al, « Climate, Peace and Security Fact Sheet: Democratic Republic of the Congo (2023) », NUPI et SIPRI, novembre 2023.

² Mudinga et al. (note 1) ; Iversen et al. (note 1) ; et Vinke et al. (note 1).

³ Groupe de la Banque mondiale, « La Banque mondiale en République démocratique du Congo - Vue d'ensemble », consulté le 24 novembre 2024.

⁴ Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-GAIN), « ND-GAIN Index country rankings 2022 », consulté le 13 février 2025 ; et Groupe de la Banque mondiale, *Climate Risk Country Profile : Congo, Democratic Republic* (Groupe de la Banque mondiale : Washington, DC, 2021).

* Cette publication a bénéficié du soutien de la Folke Bernadotte Academy (FBA). Les opinions et les informations exposées dans cette étude ne reflètent pas nécessairement celles de la FBA. L'auteur remercie l'équipe FBA en République démocratique du Congo, les participants aux entretiens et toutes les personnes qui ont examiné et fait part de leurs commentaires sur les premières versions de ce document.

RÉSUMÉ

● Les communautés locales de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) sont confrontées au double défi du changement climatique et des conflits violents, qui exacerbe les vulnérabilités, la pauvreté, les déplacements et l'insécurité humaine. Cette étude du SIPRI examine les interactions du changement climatique avec les vulnérabilités existantes dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu pour accroître l'insécurité humaine et les risques de conflit. Ses conclusions démontrent que le lien entre le changement climatique et les conflits est façonné par la gouvernance et l'accessibilité des ressources naturelles telles que la terre et l'eau. L'évolution de la disponibilité et de la qualité de ces ressources peut accroître les risques de tensions et de conflits intercommunautaires, en particulier dans les zones où ces ressources sont déjà contestées. Les risques sécuritaires liés au climat posent des problèmes immédiats et à long terme dans un contexte de consolidation de la paix déjà fragile dans la région. Par conséquent, cet article recommande d'intégrer les considérations climatiques et environnementales dans les efforts de consolidation de la paix et de stabilisation.



l'insécurité, mais aussi en raison de phénomènes météorologiques extrêmes et de catastrophes naturelles.⁵ Une grande partie de la population touchée réside dans la région orientale du pays, qui est confrontée à une grave crise humanitaire due au conflit armé en cours, aux risques climatiques, à l'extrême pauvreté et à l'insécurité alimentaire généralisée.⁶

Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les catastrophes naturelles, contribuent à la dégradation des terres arables, à la raréfaction de l'eau et à la perte de biodiversité, qui menacent les moyens de subsistance dans la région.⁷ La corrélation entre le changement climatique et les conflits est étroitement liée à la gouvernance et à l'accès aux ressources naturelles, car les changements dans la disponibilité et la qualité des ressources telles que les terres et l'eau aggravent les tensions dans les zones où la gestion et l'accès aux ressources sont déjà à l'origine de conflits.⁸ Par exemple, certaines régions du Sud-Kivu, comme la plaine de la Ruzizi, sont déjà frappées par une pénurie en ressources hydriques, ce qui exacerbe le conflit entre les communautés agricoles.

Cette étude souligne le fait que la dégradation des terres et des ressources hydriques, due au changement climatique et à la mauvaise gestion environnementale, constitue une menace importante pour les communautés rurales et urbaines. Dans l'est de la RDC, ces défis sont amplifiés par la faiblesse de l'autorité de l'État, l'insécurité persistante, l'enracinement des tensions ethniques et le clientélisme, autant de facteurs qui sapent les capacités locales d'adaptation. En outre, les dynamiques liées au genre et à la jeunesse jouent un rôle essentiel dans la manière dont les communautés vivent ces risques et y répondent. Alors que les femmes, les filles et les jeunes sont parmi les plus vulnérables, leur action reste un élément crucial pour renforcer la résilience face aux défis interconnectés du changement climatique et de l'insécurité.

Cette étude du SIPRI a pour but de mettre en évidence la façon dont le changement climatique et la dégradation de l'environnement interagissent avec les vulnérabilités existantes, de même qu'avec les défis socio-économiques et politiques, pour exacerber l'insécurité humaine et les risques de conflit dans l'est de la RDC, en particulier dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. Elle propose également des recommandations pour intégrer les considérations climatiques et environnementales dans les efforts de consolidation de la paix.

Le présent article s'appuie sur les discussions et les conclusions d'un atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix qui s'est tenu à Bukavu, au Sud-Kivu, en mai 2024, et qui a rassemblé plus de 50 acteurs locaux du Nord et du Sud-Kivu impliqués dans la stabilisation, la consolidation de la paix et l'action environnementale et climatique dans la région. Cet atelier

⁵ Organisation internationale pour les migrations (OIM), « Democratic Republic of the Congo-Internal Displacement Report : 26 Provinces, June-August 2024 », Matrice de suivi des déplacements de l'OIM, octobre 2024.

⁶ Nations Unies, Conseil de sécurité, « Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo : Rapport du Secrétaire général », S/2024/689, 20 septembre 2024 ; et Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), « Democratic Republic of the Congo », consulté le 11 novembre 2024.

⁷ Groupe de la Banque mondiale (note 4) ; Balasha, A. M. et al., « Understanding farmers' perception of climate change and adaptation practices in the marshlands of South Kivu, Democratic Republic of Congo », *Climate Risk Management*, vol. 39 (Janvier 2023) ; Mudinga et al. (note 1) ; et Iversen et al. (note 1).

⁸ FBA, Réseau CREF et Strong Roots Congo (note 1).



avait pour but d'étudier et d'analyser la manière dont le changement climatique renforce la dynamique des conflits et crée de nouveaux risques de conflit dans l'est de la RDC. Il s'agissait aussi d'identifier des stratégies de prévention et de résolution des conflits.⁹ Cet article s'appuie également sur des entretiens menés en octobre 2024 avec des représentants d'organisations locales et populaires impliqués dans l'action climatique et la construction de la paix, ainsi qu'un représentant de l'autorité provinciale.¹⁰

La section II de cet article fournit des informations générales sur l'est de la RDC, en mettant en exergue les défis persistants posés par le conflit dans la région, et la section III fait état des tendances, des projections et de la vulnérabilité en matière de changement climatique dans la région. La section IV décrit les risques sécuritaires liés au climat et la section V est consacrée aux dynamiques de genre et de jeunesse de l'insécurité climatique dans la région. Enfin, la section VI présente trois recommandations clés : (a) soutenir les activités de subsistance résilientes au climat en tant que composantes essentielles de la consolidation de la paix au niveau local ; (b) sensibiliser les acteurs locaux de la consolidation de la paix aux risques sécuritaires liés au climat et renforcer leurs capacités à intégrer les considérations climatiques et environnementales ; et (c) développer une plateforme institutionnelle pour coordonner les activités liées au climat, à la paix et à la sécurité, et améliorer la confiance entre et parmi les acteurs locaux et les autorités de l'État au niveau provincial et territorial.

II. L'est de la RDC en un coup d'œil : Des conflits persistants

Les conflits qui sévissent dans l'est de la RDC ont des origines diverses, notamment des tensions ethniques (inter et intra) communautaires de longue date, un système politique basé sur le clientélisme, la concurrence pour des ressources précieuses telles que les terres et les sites miniers, la présence de nombreux groupes armés - locaux ou soutenus par des entités étrangères - et des tensions transfrontalières avec les pays voisins, en particulier le Rwanda et l'Ouganda.¹¹ Cette région, en particulier les provinces du Nord-Kivu et du

⁹ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix, Bukavu, Sud-Kivu, 27-29 mai 2024. Cet atelier a été organisé dans le cadre d'une initiative en cours de la FBA et de ses partenaires en RDC (Life & Peace Institute, Strong Roots Congo et Réseau CREF) qui vise à mettre en évidence les questions d'insécurité climatique et leurs implications en matière de conflit dans l'est de la RDC, en particulier dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. L'atelier s'est appuyé sur le cadre théorique du SIPRI pour évaluer les risques sécuritaires liés au climat en utilisant quatre voies identifiées d'insécurité climatique ; Mobjörk, M., Krampe, F. et Tarif, K., « Pathways of climate insecurity : Guidance for policymakers », SIPRI Policy Brief, novembre 2020.

¹⁰ L'auteur a mené cinq entretiens en ligne avec diverses parties prenantes. Entretien n°1 : activiste pour le genre et le climat d'une organisation non gouvernementale (ONG) locale, entretien avec l'auteur, 11 oct. 2024. Entretien n°2 : Représentant d'une autorité gouvernementale provinciale, sur le thème de la consolidation de la paix et la stabilisation, entretien avec l'auteur, 11 octobre 2024. Entretien n°3 : Représentant d'une ONG locale spécialisée dans la conservation et la consolidation de la paix, entretien avec l'auteur, 17 octobre 2024. Entretien n°4 : activiste pour le climat et la jeunesse, entretien avec l'auteur, 27 octobre 2024. Entretien n°5 : Représentant de la jeunesse plaidant pour la diversité, l'équité et l'inclusion dans les zones touchées par le climat et les conflits, entretien avec l'auteur, 31 octobre 2024.

¹¹ Verweijen, J. et al, *The Ruzizi Plain : A Crossroads of Conflict and Violence*, Insecure Livelihoods Series (Governance in Conflict Network : Gand, 2021) ; Stearns, J., *North Kivu : The Background to Conflict in North Kivu Province of Eastern Congo* (Rift Valley Institute : Londres, 2012) ; Vlassenroot, K., *South Kivu : Identity, Territory, and Power in the Eastern Congo* (Rift Valley Institute : Londres, 2013) ; Karbo, T. et Mutisi, M., « Ethnic Conflict in the Democratic Republic of Congo (DRC) »,

Sud-Kivu, est en proie à l'instabilité depuis les années 1990, avec des conflits antérieurs à cette période. Depuis près de trois décennies, les attaques de groupes armés et les violences inter et intracommunautaires mettent en danger les communautés de l'est de la RDC. La région reste aujourd'hui confrontée à des problèmes de sécurité et les groupes armés demeurent actifs. Depuis janvier 2025, le conflit dans l'est de la RDC s'est intensifié à la suite des avancées territoriales du groupe rebelle du Mouvement du 23 mars (M23), qui ont conduit à la prise de Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu, et d'autres villes stratégiques du Sud-Kivu

Les causes des conflits dans l'est de la RDC relèvent de deux catégories : les causes locales, y compris l'influence des élites nationales, et les causes régionales, résultant des tensions régionales. Les facteurs locaux relèvent des conflits inter et intracommunautaires liés à des litiges fonciers, aux droits coutumiers et au pouvoir. Par exemple, la plaine de la Ruzizi a été le théâtre de tels conflits entre les communautés Barundi, Banyamulenge et Bafuliro, et de tensions au sein de ces groupes.¹² La concurrence politique et la fragmentation au niveau national contribuent également aux tensions, exacerbant la dynamique des conflits locaux. Dans certains cas, les élites politiques et économiques exploitent ces conflits en collaborant avec les groupes armés pour servir leurs propres intérêts, par exemple en fournissant une protection aux entreprises ou en renforçant leur influence pour gagner en poids politique.¹³

Les influences régionales exercées par les pays voisins, notamment la présence de groupes armés soutenus par l'étranger, et la concurrence pour les minerais alimentent le conflit. L'est de la RDC abrite un grand nombre de groupes armés, dont quelques-uns se distinguent en tant qu'acteurs clés du conflit en cours. Le M23, par exemple, qui a d'abord été actif de 2012 à 2013 avant de refaire surface en 2021, est un acteur clé de la récente escalade du conflit. Il serait soutenu par le gouvernement rwandais. Les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), créées en 2000 à partir de groupes de réfugiés rwandais, sont l'un des groupes armés étrangers les plus importants de la région. Les FDLR ont commis de graves violations, notamment des violences sexuelles, des meurtres et des déplacements forcés. Les Forces démocratiques alliées (Allied Democratic Forces, ADF) constituent un autre groupe majeur, opérant à travers la RDC et l'Ouganda et affilié à l'État islamique. Les attaques brutales de l'ADF perpétrées contre les civils, associées à ses tactiques de guérilla et à son bastion dans les régions reculées de l'est de la RDC, le rendent particulièrement difficile à contenir.¹⁴

Outre ces groupes, plus de 100 autres factions armées, y compris des milices ethniques, restent actives dans l'est de la RDC. Le fait que le gouvernement s'appuie sur certains de ces groupes pour contrer le M23, comme la coalition Wazalendo - une coalition rebelle congolaise composée de groupes alliés

eds D. Landis et R. D. Albert, *Handbook of Ethnic Conflict : International Perspectives* (Springer : Boston, MA, 2012) ; et Ntung, A., « Dynamics of local conflict in the Democratic Republic of Congo: Challenges ahead for President Félix Tshisekedi Tshilombo », *Fletcher Forum of World Affairs*, vol. 43, no. 2 (2019).

¹² Verweijen et al. (note 11) ; et Stearns J. K. et Vogel, C., « The landscape of armed groups in the eastern Congo », Center on International Cooperation, décembre 2015.

¹³ Stearns (note 11).

¹⁴ Serwat, L., « Conflict Watchlist 2023- Democratic Republic of Congo: Rising tensions with Rwanda amid escalating violence and upcoming elections », Armed Conflict Location & Event Data (ACLED), 8 février 2023.



à l'armée nationale, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) - accroît le risque de donner du pouvoir à des forces qui, en réalité, compromettent l'autorité de l'État.¹⁵

Le conflit armé continue de déstabiliser la région, entraînant d'importantes pertes humaines, des déplacements massifs et l'augmentation des besoins humanitaires. Le Sud-Kivu comptait plus de 1,5 million de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) en août 2024, tandis que le Nord-Kivu faisait état de 2,53 millions de personnes déplacées dans leur propre pays en mai 2024.¹⁶ Entre septembre 2023 et août 2024, plus de 1400 décès de civils ont été enregistrés dans le contexte d'incidents liés à des groupes armés au Nord-Kivu. Pour la seule période allant de juin à septembre 2024, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a principalement attribué environ 468 de ces décès, et plus de 200 blessés et 235 enlèvements - y compris de femmes et d'enfants - aux groupes armés ADF et M23.¹⁷ Suite à la récente escalade du conflit, des rapports indiquent qu'en février 2025, les combats intenses ont causé la mort de plus de 2900 personnes, en ont blessé plus de 3000 et déplacé plus de 500 000, ce qui a davantage aggravé la crise humanitaire dans l'est du pays.¹⁸

Le conflit et l'insécurité actuels continuent d'avoir de graves répercussions sur les moyens de subsistance, ils sont à l'origine de la destruction d'infrastructures essentielles, de la restriction de l'accès à la terre, aux activités agricoles et aux services essentiels, et de l'accès limité à l'aide humanitaire.¹⁹ L'interaction entre ces dynamiques de conflit, l'insécurité persistante et les effets du changement climatique génèrent des risques complexes pour la sécurité humaine qui, à défaut d'être traités correctement, peuvent compromettre la paix fragile et les efforts de stabilisation. La section suivante présente les tendances, les projections et les vulnérabilités de la RDC face au changement climatique.

III. L'est de la RDC face au changement et à la vulnérabilité climatiques

La RDC a une géographie vaste et diversifiée, avec différentes zones climatiques entraînant une variabilité climatique importante à travers le pays (voir figure 1). Elle est située dans la zone de convergence intertropicale, qui influence la durée et le moment des saisons sèches et pluvieuses. La saison sèche s'étend généralement d'avril à octobre dans le sud, et de novembre à mars dans le nord, en raison de la proximité de l'équateur. La côte occidentale est influencée par le courant froid de Benguela, avec un climat océanique plus frais. Les hauts plateaux de l'est, qui couvrent une partie du Nord et du Sud-Kivu, se trouvent au-delà de la zone de convergence intertropicale, et le

¹⁵ « Wazalendo add to eastern DRC's complex brew of combatants », Africa Defense Forum (ADF), 16 janvier 2024.

¹⁶ Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), « Democratic Republic of Congo, Africa—Population movement: 6-months update (MDRCD043) », 13 novembre 2024.

¹⁷ Nations Unies, Conseil de sécurité (note 6).

¹⁸ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), « Protection brief: Democratic Republic of the Congo », février 2025.

¹⁹ OCHA (note 6) ; et HCR (note 18).

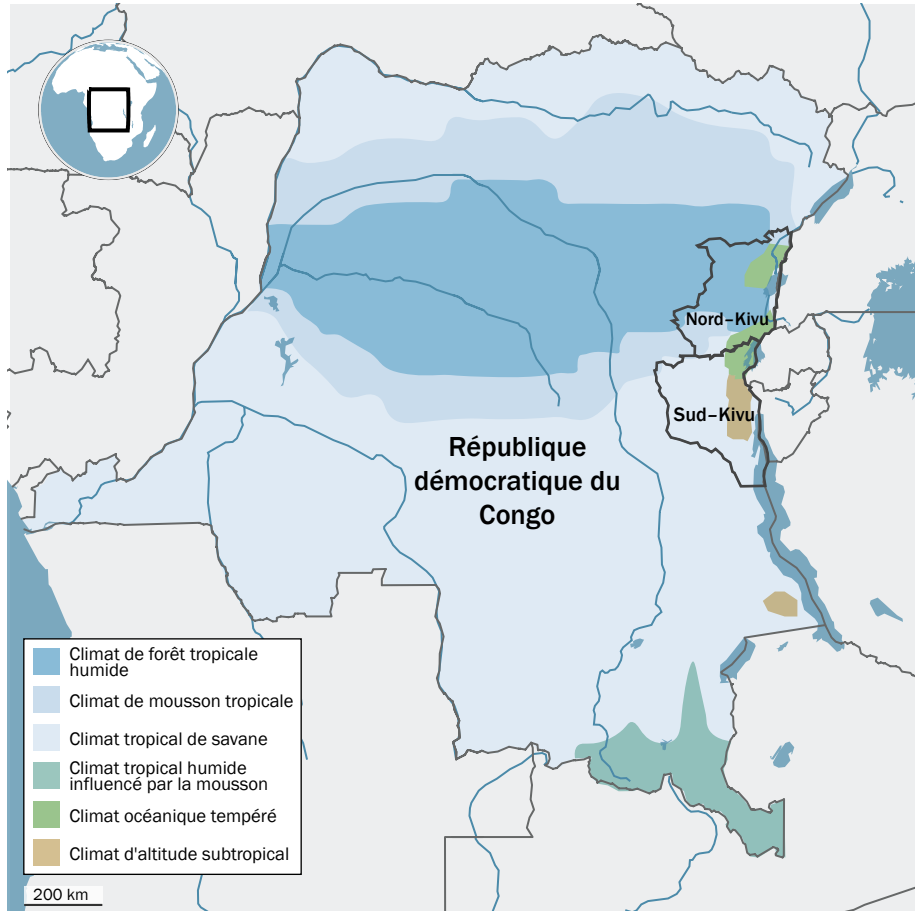


Figure 1. Vue d'ensemble des zones climatiques de la République démocratique du Congo

Source: Groupe de la Banque mondiale, Climate Change Knowledge Portal, « Congo, Dem. Rep.: Country summary », consulté le 25 février 2025.

climat est influencé par les alizés du sud-est. Cette région est principalement caractérisée par un climat tempéré, avec des précipitations neigeuses en altitude.²⁰ Certaines parties du Nord et du Sud-Kivu connaissent également de légères variations des tendances climatiques en raison des différences d'altitude. La région orientale connaît deux saisons des pluies - de mars à mai et de septembre à décembre - entrecoupées de deux saisons sèches plus courtes, de juin à août et de janvier à février.²¹ Cependant, la rareté des stations météorologiques pose problème, s'agissant de la collecte précise des données météorologiques locales, de l'accès et de l'utilisation de ces informations.

Tendances et projections des températures

Les températures moyennes dans l'est de la RDC sont estimées à 24-25°C.²² Au cours de la dernière décennie, une augmentation des températures a été

²⁰ Bureau de la Vice-Primature et Ministère de l'Environnement et du Développement durable, *Plan national d'adaptation aux changements climatiques (2022-2026)*, novembre 2021.

²¹ Ministère néerlandais des Affaires étrangères, *Climate Change Profile : République démocratique du Congo (Est)* (Ministère néerlandais des Affaires étrangères : La Haye, avril 2018).

²² Ministère néerlandais des affaires étrangères (note 21).

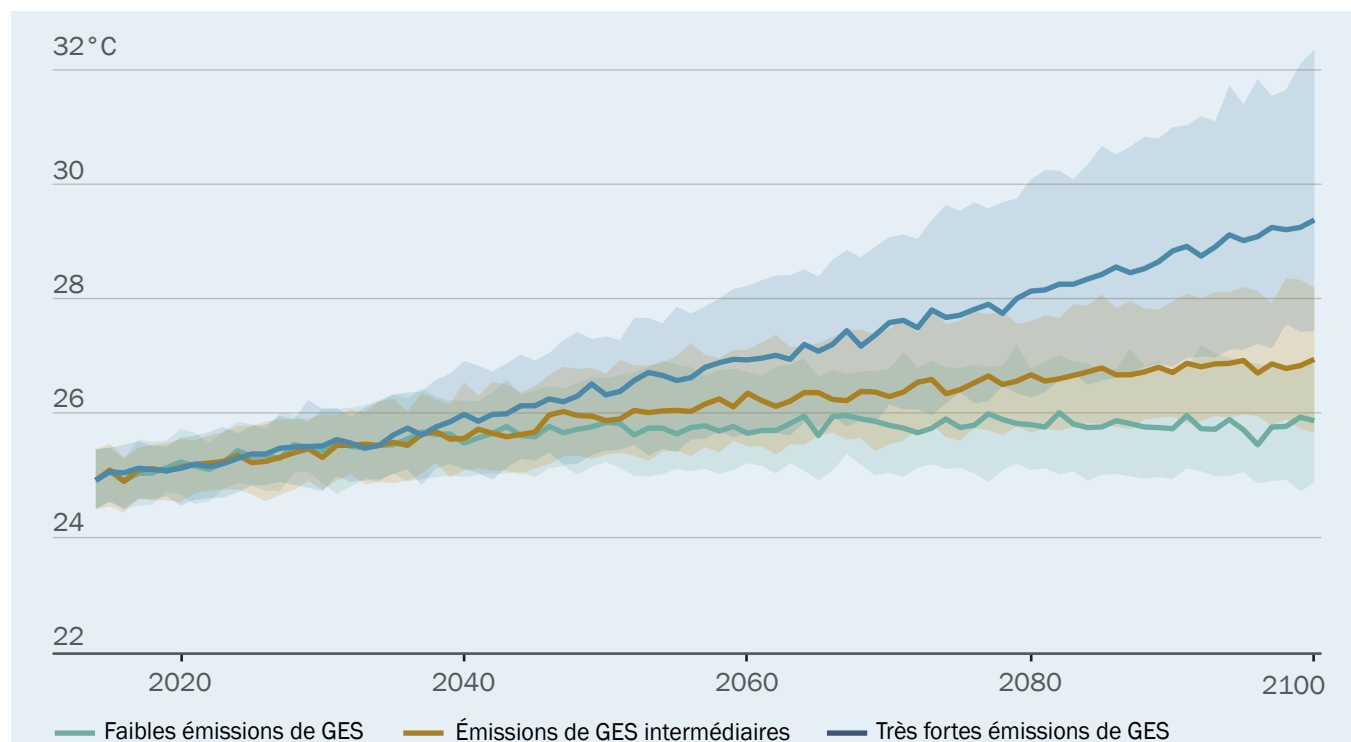


Figure 2. Projection de la température moyenne en République démocratique du Congo, par scénario d'émissions

GES = gaz à effet de serre.

Source: Groupe de la Banque mondiale, Climate Change Knowledge Portal, « Congo, Dem. Rep.: Mean projections », consulté le 25 février 2025.

observée dans la région, avec des effets notables lors des saisons sèches.²³ La hausse des températures observée correspond aux tendances générales du réchauffement climatique.²⁴ Les projections indiquent la poursuite du réchauffement dans l'est de la RDC, avec des températures moyennes annuelles qui devraient augmenter de 1,4 à 2,1°C entre 2036 et 2065 dans les scénarios à faibles émissions, et de 1,8 à 2,7°C pour la même période dans les scénarios à fortes émissions (voir la figure 2 pour les projections de la température moyenne nationale).²⁵

La hausse des températures devrait entraîner une augmentation du nombre de journées chaudes, des périodes de sécheresse plus fréquentes et des vagues de chaleur prolongées, notamment pendant la saison sèche. Cela pourrait conduire à des épisodes de sécheresse périodique, ayant un impact sur la disponibilité de l'eau et sur des secteurs économiques clés comme l'agriculture, l'élevage et la pêche. Cette situation accentuerait le stress thermique et aurait des effets nocifs sur la santé humaine, surtout si l'on tient compte de la capacité d'adaptation limitée de la région.²⁶

²³ Entretien n°4 (note 10) ; entretien n°5 (note 10) ; et Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9).

²⁴ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), *Changements climatiques 2023 : Rapport de synthèse. Contribution des groupes de travail I, II et III au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* (GIEC : Genève, 2023) ; et Groupe de la Banque mondiale (note 4).

²⁵ Ministère néerlandais des affaires étrangères (note 21).

²⁶ Bureau de la Vice-Primature et Ministère de l'Environnement et du Développement durable (note 20).

Tendances et projections des précipitations

De manière générale, la RDC connaît des niveaux élevés de précipitations, avec des précipitations relativement constantes le long de l'équateur.²⁷ Ces dernières années, les régimes pluviométriques observés (tendances) dans la région orientale sont néanmoins devenus moins prévisibles, avec des saisons des pluies caractérisées par des retards occasionnels et des périodes de précipitations plus courtes, comme l'ont souligné les discussions tenues lors de l'atelier de Bukavu.²⁸ Ces discussions sont également étayées par des études scientifiques menées dans certaines parties de la région, qui notent des tendances et des variations significatives dans les régimes pluviométriques au cours des quatre dernières décennies. Les études sur ce sujet indiquent un passage de conditions principalement humides dans les années 1980, à des conditions plus sèches pendant les décennies suivantes, avec plus de la moitié des années durant lesquelles les précipitations étaient inférieures à la moyenne, entre 1990 et 2023.²⁹ Au-delà de l'évolution vers des tendances plus sèches, les précipitations irrégulières et torrentielles ont également donné lieu à une augmentation de l'érosion des sols, des glissements de terrain et des crues soudaines dans la région.³⁰ L'élévation du niveau des lacs Kivu et Tanganyika à la suite de fortes précipitations contribue aux inondations et à l'érosion côtière dans les zones environnantes, comme l'ont noté les participants à l'atelier.

Les projections concernant les précipitations dans l'est de la RDC varient. Certains modèles indiquent des diminutions substantielles des précipitations, tandis que d'autres suggèrent des augmentations avec des périodes de précipitations plus courtes et plus intenses, des débuts retardés et des fins abruptes.³¹ Une augmentation des précipitations de forte intensité peut entraîner des inondations plus fréquentes, surtout dans les zones mal drainées ou sur les pentes abruptes sujettes aux glissements de terrain. Cela pourrait perturber les cycles traditionnels de plantation et de récolte, ce qui poserait d'importants problèmes de planification agricole dont la destruction d'infrastructures essentielles.³² Une diminution des précipitations sur plusieurs années consécutives pourrait affecter les niveaux d'eau et les deux principaux lacs, ce qui pourrait occasionner la fermeture d'une

²⁷ Groupe de la Banque mondiale (note 4).

²⁸ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9) ; entretien n°4 (note 10) ; et entretien n°1 (note 10).

²⁹ Ahana, B. S. et al., « Changing rainfall patterns in the northeastern South Kivu region, Democratic Republic of Congo: A detailed analysis using CHIRPS rainfall data (1981-2023) », *Earth Systems and Environment*, vol. 8 (2024).

³⁰ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9) ; Amani, R. K. et al., « Climate change perceptions and adaptations among smallholder farmers in the mountains of eastern Democratic Republic of Congo », *Land*, vol. 11, no. 5 (mai 2022) ; Balasha et al. (note 7) ; et Bagalwa, R. M. et al., « Spatial and seasonal patterns of rainfall erosivity in the Lake Kivu region : Insights from a meteorological observatory network », *Progress in Physical Geography : Earth and Environment*, vol. 45, n°6 (décembre 2021).

³¹ Ahana et al. (note 29) ; Amani (note 30) ; Muvundja, F. A. et al., « Modelling Lake Kivu water level variations over the last seven decades », *Limnologica*, vol. 47 (mai 2014) ; Balasha et al. (note 7) ; Bagalwa et al. (note 30) ; et Groupe de la Banque mondiale (note 4).

³² Bureau de la Vice-Primature et Ministère de l'Environnement et du Développement durable (note 20) ; et Akilimali, J. B., « Le drame de Kalehe, RDC. Étude des interactions entre changement climatique, prévention publique et sécurité humaine dans le Kivu » *Revue Congolaise des Sciences Humaines et Sociales*, vol. 3, n° 1 (2024) ; et Groupe de la Banque Mondiale (note 4).



embouchure sur la rivière Ruzizi et avoir un impact sur la prise d'eau du lac Tanganyika.³³ En outre, le réchauffement des températures et la variabilité des précipitations peuvent directement influencer la dynamique de diverses maladies infectieuses, y compris les maladies à transmission vectorielle et certaines maladies d'origine hydrique comme le choléra, ainsi que les agents pathogènes transmis par le sol et les aliments.³⁴

Ces tendances et projections soulignent la nécessité de recourir à des stratégies d'adaptation proactives pour renforcer la résilience des communautés de l'est de la RDC, compte tenu de l'exposition de la région aux effets du changement climatique et des défis posés par les conflits en cours et les vulnérabilités socio-économiques.³⁵

Vulnérabilité au changement climatique

La vulnérabilité au changement climatique fait référence au degré auquel un système humain est capable ou incapable de faire face aux effets néfastes du changement climatique.³⁶ Elle est constituée de trois éléments clés : l'exposition, la sensibilité et la capacité d'adaptation. Ces composantes aident à clarifier le concept en démontrant comment les communautés sont exposées aux conditions météorologiques extrêmes liées au climat, comment leurs moyens de subsistance sont sensibles aux changements climatiques et comment leur capacité d'adaptation détermine leur aptitude à répondre et à faire face à ces impacts.³⁷

L'est de la RDC est exposé à une série d'effets liés au climat, notamment l'augmentation des températures, les événements météorologiques extrêmes et les risques naturels, y compris les inondations, les sécheresses, l'érosion des sols et les glissements de terrain, qui contribuent tous à la vulnérabilité de la région et posent des difficultés persistantes aux communautés. Au-delà de cette exposition, plusieurs facteurs contribuent à accentuer la vulnérabilité au changement climatique, notamment une forte dépendance à l'égard de moyens de subsistance et de secteurs socio-économiques sensibles au climat.³⁸ Par exemple, certaines des principales sources de revenus concernent des secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture pluviale, la pêche, les produits forestiers et le commerce.³⁹ Les effets du changement climatique entravent les activités agricoles et intensifient les pressions sur les

³³ Amisa, M. F. et al, « Current status and strategic way forward for long-term management of Lake Kivu (East Africa) », *Journal of Great Lakes Research*, vol. 49, n°6 (décembre 2023) ; Descy, J.-P. et al, *East African Great Lake Ecosystem Sensitivity to Changes*, Final report (Belgian Science Policy : Brussels, 2015) ; et Muvundja et al. (note 31).

³⁴ Caminade, C., McIntyre, K. M. et Jones, A. E., « Impact of recent and future climate change on vector-borne diseases », *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 1436, n° 1 (août 2018).

³⁵ Bureau de la Vice-Primature et Ministère de l'Environnement et du Développement durable (note 20).

³⁶ Möller, V. et al. (eds), 'Annex II : Glossary', eds H.-O. Pörtner et al. Pörtner et al, *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*, Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the IPCC (Cambridge University Press : Cambridge, UK/New York, NY, USA, 2022).

³⁷ Gabrielsson, S., Brogaard, S. et Jerneck, A., « Living without buffers-illustrating climate vulnerability in the Lake Victoria basin », *Sustainability Science*, vol. 8, n°2 (2013).

³⁸ Bureau de la Vice-Primature et Ministère de l'Environnement et du Développement durable (note 20) ; et Groupe de la Banque mondiale (note 4).

³⁹ Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET), « Consolidated report on the livelihood zones of the Democratic Republic of Congo », consulté le 20 novembre 2024 ; et FEWS NET, « DRC livelihood zone map », 15 novembre 2024.



moyens de subsistance des populations rurales et urbaines, ce qui aggrave la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans la région.

L'instabilité politique et la faiblesse des institutions étatiques, dont le manque de confiance dans le gouvernement et les institutions étatiques, affectent défavorablement la vulnérabilité, notamment en réduisant la capacité d'adaptation et les possibilités de développer une résilience à long terme face aux défis liés au climat.⁴⁰ Par ailleurs, les efforts d'adaptation au changement climatique sont entravés par l'insuffisance des informations sur ses effets, l'insécurité des droits de propriété, l'accès limité au crédit, les infrastructures en mauvais état, l'insuffisance des intrants agricoles et la restriction de l'accès aux marchés.⁴¹

La pauvreté et les déplacements liés à l'insécurité, qui poussent les communautés rurales à se déplacer vers les périphéries urbaines, les abris temporaires et les familles d'accueil dans les zones rurales, sont également des facteurs caractéristiques de la vulnérabilité des individus et des ménages, car ils limitent l'accès aux ressources essentielles et augmentent la marginalisation, réduisant ainsi la capacité des personnes à s'adapter et à se remettre des événements météorologiques extrêmes.⁴² Des facteurs tels que l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, l'expérience agricole, la propriété foncière et la participation à d'autres activités génératrices de revenus jouent un rôle important dans la capacité à s'adapter à l'évolution des conditions climatiques.⁴³ Les communautés rurales, en particulier les femmes, les filles, les jeunes hommes, les garçons et les personnes vivant avec un handicap, ont été citées lors de l'atelier et des entretiens avec les acteurs comme étant les plus vulnérables au changement climatique dans la région.⁴⁴

La dégradation des terres et des masses d'eau causée par l'homme contribue également à accroître la vulnérabilité de la région, ce qui, à long terme, peut affecter la capacité d'adaptation de la population de l'est de la RDC. Par exemple, le changement d'utilisation des terres, l'exploitation forestière, la production de charbon de bois, les activités minières et les conflits armés entraînent la déforestation et la perte de biodiversité, ce qui affecte négativement les communautés dépendantes des ressources naturelles.⁴⁵ Outre les terres, les forêts et l'agriculture, les lacs du Nord et du Sud-Kivu sont des écosystèmes vitaux dotés d'une grande valeur économique, qui assurent la subsistance de millions de personnes dans la région.

Le bassin versant du lac Kivu abrite environ 2,7 millions de personnes du côté de la RDC, la majorité étant concentrée autour de Goma et de Bukavu.⁴⁶ Le lac Kivu est une ressource vitale pour l'hydroélectricité, le

⁴⁰ Bele, M. Y., Sonwa, D. J. et Tiani, A. M., « Local communities' vulnerability to climate change and adaptation strategies in Bukavu in DR Congo », *Journal of Environment & Development*, vol. 23, n°3 (septembre 2014).

⁴¹ Bele, Sonwa et Tiani (note 40).

⁴² Bele, Sonwa et Tiani (note 40) ; et OIM (note 5).

⁴³ Bele, Sonwa et Tiani (note 40).

⁴⁴ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9).

⁴⁵ Butsic, V. et al., « Conservation and conflict in the Democratic Republic of Congo : The impacts of warfare, mining, and protected areas on deforestation », *Biological Conservation*, vol. 191 (2015) ; Ladewig, M. et al., « Deforestation triggered by artisanal mining in eastern Democratic Republic of Congo », *Nature Sustainability*, vol. 7, n°11 (2024) ; et Musumba Teso, P., Malengera, K. et Karume, K., « Key factors driving deforestation in North-Kivu province, eastern DR-Congo using GIS and remote sensing », *American Journal of Geographic Information System*, vol. 8, n°1 (2019).

⁴⁶ Muvundja et al. (note 31).



méthane, la pêche, l'aquaculture, le transport et le tourisme. Il contribue aussi considérablement aux systèmes fluviaux, principalement via la rivière Ruzizi qui se jette dans le lac Tanganyika, soulignant ainsi son importance écologique. Le lac Kivu est néanmoins confronté à de nombreux défis, notamment la pollution, la destruction de l'habitat, la pêche illégale et la surpêche, l'absence de réglementations transnationales harmonisées en matière de pêche et le changement climatique.⁴⁷ La pollution engendrée par les déchets domestiques non traités, des déchets industriels et du plastique, en particulier des villes à croissance rapide comme Goma et Bukavu, dégrade la qualité de l'eau du lac. La population humaine croissante et l'expansion urbaine dans le bassin versant ont aggravé ces problèmes, ce qui met en péril l'écosystème du lac et les moyens de subsistance qu'il soutient.⁴⁸

L'instauration d'un système efficace de gestion de l'eau afin de préserver la fonction écologique du lac Kivu est essentielle pour soutenir les moyens de subsistance, en particulier lors de crises telles que les mauvaises récoltes. Grâce à la pêche, au tourisme et à d'autres activités, le lac peut faire office de zone tampon et offrir une source alternative de revenus.

IV. Risques sécuritaires liés au climat dans l'est de la RDC

Dans la présente étude, les risques de sécurité liés au climat font référence à la manière dont les impacts du changement climatique interagissent avec les questions sociales, économiques et politiques, créent des risques pour la sécurité humaine et la dynamique de la paix dans l'est de la RDC.⁴⁹ Le changement climatique n'est pas directement à l'origine des conflits, mais il peut avoir des répercussions sur la sécurité humaine et compromettre le développement. De plus, il peut exacerber les conflits en cours et perturber les processus de paix fragiles.⁵⁰ Inversement, les conflits violents et l'instabilité peuvent affaiblir la résilience des communautés et entraver leur capacité à s'adapter aux effets du changement climatique. Il existe peu d'informations et un manque général de preuves sur la manière dont, ou la mesure dans laquelle, les impacts du changement climatique exacerbent la dynamique des conflits ou impactent les perspectives de paix dans l'est de la RDC. Afin de contextualiser les risques sécuritaires liés au climat dans le Nord et le Sud-Kivu, cette section s'appuie grandement sur les données primaires recueillies lors de l'atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix à Bukavu et sur les entretiens avec des parties prenantes locales.

L'analyse est structurée autour des quatre axes de l'insécurité climatique définis par le SIPRI, qui ont également donné un cadre théorique aux discussions de l'atelier : (a) la détérioration des moyens de subsistance,

⁴⁷ Muvundja et al. (note 31) ; Akonkwa, B. et al., « Climate change and its impact on the fisheries in Lake Kivu, East Africa », *Journal of Biodiversity and Environmental Sciences*, vol. 6, n°2 (2015) ; et Bisimwa, A. M. et al., « Water quality assessment and pollution source analysis in Bukavu urban rivers of the Lake Kivu basin (Eastern Democratic Republic of Congo) », *Environmental and Sustainability Indicators*, vol. 14 (juin 2022).

⁴⁸ FEWS NET (note 39).

⁴⁹ Remling, E. et Barnhoorn, A., « A reassessment of the European Union's response to climate-related security risks », SIPRI Insights on Peace and Security n°2021/2, mars 2021 ; et Mobjörk, Krampe et Tarif (note 9).

⁵⁰ Mobjörk, Krampe et Tarif (note 9) ; et Mobjörk, M. et van Baalen, S., « Climate change and violent conflict in East Africa-Implications for policy », Policy Brief, Stockholm University, Swedish Institute of International Affairs and SIPRI, avril 2016.



(b) les déplacements et les changements dans les schémas de mobilité, (c) les activités des groupes armés liées à l'exploitation des ressources et au recrutement, et (d) l'exploitation par des élites et la mauvaise gestion.⁵¹ Ce cadre a été utilisé pour examiner comment et dans quelles circonstances les impacts du changement climatique peuvent poser des risques pour la sécurité humaine et les efforts de paix dans l'est de la RDC. L'absence ou la faiblesse de l'autorité de l'État, les vulnérabilités existantes, l'insécurité et les tensions ethniques ont été citées par les participants et les personnes interrogées comme des facteurs importants pour les risques sécuritaires liés au climat dans la région.

Détérioration des moyens de subsistance

Les moyens de subsistance constituent un lien essentiel entre le changement climatique et les conflits. Les difficultés économiques et le déclin des moyens de subsistance induits par l'évolution des régimes pluviométriques, les sécheresses et les inondations peuvent accroître le risque de conflit dans les contextes fragiles, en particulier dans les zones qui dépendent de moyens de subsistance sensibles au climat. Les effets négatifs du changement climatique sur les moyens de subsistance intensifient les difficultés et renforcent les revendications, surtout parmi les groupes marginalisés. En l'absence de sources de revenus alternatives, les individus peuvent recourir à la violence pour sécuriser ou accéder aux ressources naturelles vitales, comme cela a été observé dans d'autres contextes en dehors de la RDC.⁵²

Dans l'est de la RDC, le changement climatique exacerbe les problèmes de subsistance et l'insécurité alimentaire, et ce faisant, il aggrave la crise humanitaire et la dynamique complexe des conflits dans la région. Comme indiqué dans la section III, des recherches montrent que dans le Nord et le Sud-Kivu, les impacts climatiques tels que la baisse de la fertilité des sols et les perturbations des cycles agricoles sont de plus en plus évidents.⁵³ Ces facteurs entraînent une baisse des rendements agricoles, une diminution de la disponibilité des aliments issus de la forêt comme les chenilles, les champignons et le miel, ainsi que des pertes de revenus importantes, ce qui aggrave l'insécurité alimentaire.

Si les mécanismes par lesquels le changement climatique sape les moyens de subsistance sont bien étudiés, les façons spécifiques dont il contribue à la dynamique des conflits dans l'est de la RDC restent moins claires. Cependant, la perte des moyens de subsistance, causée en partie par le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes, accroît la pression sur les terres arables et les ressources en eau, exacerbant ainsi la concurrence

⁵¹ Mobjörk, Krampe et Tarif (note 9).

⁵² van Baalen, S. et Mobjörk, M., *A Coming Anarchy ? Pathways from Climate Change to Violent Conflict in East Africa* (Université de Stockholm/SIPRI/Institut suédois des affaires internationales : Stockholm, 2016) ; Tarif, K., « Climate change and violent conflict in West Africa: Assessing the evidence », SIPRI Insights on Peace and Security n°2022/3, février 2022 ; Nordqvist, P. et Krampe, F., « Climate change and violent conflict : Sparse evidence from South Asia and South East Asia », SIPRI Insights on Peace and Security no. 2018/4, septembre 2018 ; et Mbaye, A. A., « Climate change, livelihoods, and conflict in the Sahel », *Georgetown Journal of International Affairs*, vol. 21 (2020).

⁵³ FBA, Réseau CREF et Strong Roots Congo (note 1) ; Batumike, R. et al., « Climate change and hunter-gatherers in montane eastern DR Congo », *Climate and Development*, vol. 14, n°5 (mai 2022) ; et Bele, Sonwa et Tiani (note 40).



et les tensions préexistantes en matière d'accès et d'utilisation. Lors de l'atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix à Bukavu, les participants ont souligné le fait que les pertes de revenus et de nourriture liées au climat intensifient les conflits entre les grands propriétaires terriens et les petits exploitants locaux, de même que les conflits concernant le pâturage et la transhumance du bétail.⁵⁴ Une personne interrogée a donné un bon exemple de cette dynamique :

Les villages de l'est du Congo rencontrent des difficultés pour produire de la nourriture [en raison des précipitations irrégulières], et certains commencent à chercher de la nourriture dans d'autres villages. S'ils ne sont pas bien accueillis dans ces villages, des conflits surgissent à propos des terres agricoles. Je pense que c'est l'une des causes des conflits entre les communautés congolaises au Nord-Kivu.⁵⁵

D'autres exemples de conflits dans les zones autour des territoires de Rutshuru et de Masisi ont été cités au cours de l'atelier, de multiples sources de tension et de conflit y sont exacerbées par les pertes de moyens de subsistance, dont certaines sont liées au changement climatique et à la présence du M23. L'exploitation des ressources forestières est notamment une source majeure de conflit. Les forêts fournissent à la fois des terres pour l'agriculture et des sites pour l'extraction de minerais et la production de charbon de bois. Lorsque les communautés cherchent à exploiter ces ressources, des différends surgissent lorsqu'elles empiètent sur des terres qui ne leur appartiennent pas, ce qui entraîne des tensions et des conflits. Ces tensions peuvent opposer les groupes communautaires aux gardes forestiers ou aux autorités gouvernementales, voire différents groupes ethniques.⁵⁶ Les conflits liés aux ressources sont déjà fréquents dans la région, mais la pression supplémentaire exercée par le changement climatique, comme l'indiquent les projections, risque de les intensifier encore davantage. Avec la dégradation continue des terres et de l'eau, certains groupes pourraient de plus en plus recourir à la violence pour accéder aux ressources naturelles à leur portée ou pour les protéger.

Des liens ont également été établis entre la perte des moyens de subsistance due au changement climatique et la désinformation, cette dernière alimentant les tensions, en particulier parmi les pêcheurs, bien qu'à plus petite échelle. À Bukavu, les pêcheurs s'accusent mutuellement d'utiliser la magie pour saboter les efforts de pêche. Cependant, les perturbations réelles de la pêche sont souvent causées par des changements dans le régime des pluies ou par la pollution plastique dans le lac Kivu, qui s'aggrave pendant les inondations.⁵⁷

Déplacements et changements dans les schémas de mobilité

Les événements météorologiques extrêmes et les catastrophes liées au climat contribuent aux déplacements et aux changements dans les schémas de mobilité, qui à leur tour peuvent exacerber les tensions et accroître les risques de conflit dans les communautés de l'est de la RDC. Les conflits armés, notamment la résurgence du M23 dans le Nord-Kivu, ont entraîné des déplacements à grande échelle, tandis que les catastrophes liées au climat,

⁵⁴ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9).

⁵⁵ Entretien n°4 (note 10).

⁵⁶ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9) ; et entretien n°5 (note 10).

⁵⁷ Entretien n°4 (note 10).

comme les inondations et les glissements de terrain dans le Sud-Kivu, ont également provoqué des déplacements, bien qu'à plus petite échelle. Le Nord-Kivu accueille plus de 2,4 millions de personnes déplacées - le nombre le plus élevé de la RDC - tandis que le Sud-Kivu en accueille plus de 1,4 million, dont plus de 100 000 déplacés en raison d'événements liés au climat.⁵⁸

Les sites surpeuplés de PDIP sont souvent dépourvus de services essentiels, ce qui aggrave la propagation des maladies et met à rude épreuve les efforts humanitaires.⁵⁹ Dans le Sud-Kivu, certaines populations déplacées résident également chez des familles d'accueil. Dans certains cas, l'afflux massif de personnes déplacées a davantage accentué la pression sur des ressources déjà limitées, créé des tensions et augmenté les risques de conflit avec les communautés d'accueil. Par exemple, dans le territoire de Kalehe au Sud-Kivu, les inondations et les glissements de terrain de mai 2023 ont causé une dévastation généralisée, tuant plus de 400 personnes et en déplaçant des milliers d'autres dans les villages de Nyamukubi et Bushushu.⁶⁰ Plus d'un an après, les tensions se sont intensifiées entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil à Kalehe. Comme l'a expliqué une personne interrogée : « Certains enfants de personnes déplacées qui ont été touchés par les inondations et les glissements de terrain vont voler des vaches et des poulets aux communautés d'accueil, et cette situation crée des tensions entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées dans cette région. »⁶¹ Cet exemple s'inscrit dans le droit fil des conclusions des recherches selon lesquelles les catastrophes pèsent sur les ressources et, en l'absence de mesures de relèvement adaptées après une catastrophe, la détérioration des services de base dans les communautés fragiles peut alimenter les griefs et accroître le risque de conflit.⁶²

Les effets du changement climatique, en particulier les changements dans la disponibilité des pâturages et de l'eau, modifient les schémas de transhumance dans la région et intensifient les tensions et les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. Dans la plaine de la Ruzizi, les sécheresses récurrentes redessinent les schémas de transhumance, exacerbent les conflits identitaires existants et favorisent de nouvelles dynamiques conflictuelles.⁶³ La concurrence ayant pour enjeu l'accès à l'eau pour l'irrigation et le bétail devient une source de tension de plus en plus prononcée dans la plaine de la Ruzizi, en partie à cause du changement climatique, des variations de précipitations et des périodes de sécheresse plus longues.⁶⁴

⁵⁸ OIM (note 5).

⁵⁹ ACAPS, « République démocratique du Congo : Conflict in North Kivu », note d'information, 27 février 2024.

⁶⁰ IFRC, « Democratic Republic of Congo (DRC): Flood Sud Kivu/Kalehe », Rapport final DREF, 31 mai 2024.

⁶¹ Entretien n°1 (note 10).

⁶² Pfaff, K., « Assessing the risk of pre-existing grievances in non-democracies : The conditional effect of natural disasters on répression », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, vol. 42 (janvier 2020) ; et Mobjörk, Krampe et Tarif (note 9).

⁶³ Mudinga et al. (note 1).

⁶⁴ Mudinga et al. (note 1).



Activités des groupes armés

Le changement climatique et les conditions météorologiques peuvent influencer les activités des groupes armés et la dynamique des conflits en cours. Ces groupes peuvent par exemple, exploiter des moyens de subsistance menacés, notamment ceux qui sont dégradés par les effets du changement climatique, à des fins de recrutement ou pour se positionner en tant que prestataires de services alternatifs dans des zones où la présence de l'État est faible. Bien que l'on ne sache pas exactement comment le changement climatique affecte les activités des groupes armés dans l'est de la RDC, il est évident que leurs activités contribuent à la dégradation de l'environnement et à la perte de biodiversité. Elles exacerbent également l'insécurité humaine, en exploitant dans certains cas les difficultés de la population à des fins de recrutement.⁶⁵

Le conflit armé et l'insécurité engendrée par ces groupes peuvent limiter les moyens de subsistance, aggraver la sécurité alimentaire et accroître la vulnérabilité des populations aux effets du changement climatique dans la région. Par exemple, l'accès restreint aux zones contrôlées par le M23 et les routes bloquées ont perturbé la production alimentaire et les chaînes d'approvisionnement, ce qui a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires à Goma. Dans le Masisi, la multiplication des points de contrôle fiscaux et l'insécurité croissante ont davantage limité les activités agricoles, menaçant les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.⁶⁶ Plus récemment, l'escalade du conflit et les affrontements violents qui ont éclaté en janvier 2025 ont aggravé la sécurité humaine dans les deux provinces. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées, les moyens de subsistance ont été perturbés et les déplacements massifs de population ont augmenté.⁶⁷ Les perturbations des moyens de subsistance et des services essentiels risquent d'accroître la vulnérabilité des populations et d'accroître les risques et la gravité des futurs chocs climatiques, alimentant ainsi un cycle plus profond d'insécurité humaine dans l'est de la RDC.

Le lien entre les activités des groupes armés et la dégradation de l'environnement dans la région est centré sur le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles et des minerais, en particulier l'accès aux zones protégées et aux forêts, qui sont riches en ressources nécessaires au financement des activités des groupes armés.⁶⁸ Dans des zones comme Lubero et Beni, l'ADF et d'autres groupes armés exploitent la production de cacao pour financer leurs opérations. À Nyiragongo, Rutshuru et Goma, les groupes armés exploitent les ressources forestières et minérales, ce qui aggrave la dégradation des écosystèmes et l'insécurité des communautés.

⁶⁵ Iversen et al. (note 1) ; et Vinke et al. (note 1).

⁶⁶ ACAPS (note 59) ; Nations Unies, « Escalating violence in Democratic Republic of Congo exacerbating humanitarian crisis, Special Representative warns Security Council, urging durable political solution », SC/15596, 20 février 2024 ; OCHA, « Democratic Republic of Congo-North Kivu : Flash Update #1 : New surge of violence in Masisi forced displacement to Goma », 8 février 2024 ; et Médecins Sans Frontières (MSF), « Violence exacerbates malnutrition in North Kivu, DRC », Project update, 26 oct. 2023.

⁶⁷ HCR (note 18).

⁶⁸ FBA, Réseau CREF et Strong Roots Congo (note 1) ; Iversen et al. (note 1) ; et Vinke et al. (note 1).

À Kalehe, les groupes armés tirent profit des conflits pour exploiter des ressources comme le bois, les minerais et la faune.⁶⁹

Outre l'exploitation des ressources, les groupes armés ont recours à diverses tactiques pour recruter des membres de la communauté, en particulier des jeunes hommes et, dans certains cas, des jeunes femmes dans l'est de la RDC. Les mauvaises conditions de vie et les débouchés économiques limités sont deux des facteurs qui facilitent le recrutement des jeunes dans ces groupes, bien que tous les jeunes vivant en marge de la société, ne les rejoignent pas.⁷⁰ Dans le territoire de Walikale, le conflit armé entrave l'accès des communautés aux terres arables en raison de l'insécurité et des menaces de violence. Cela aggrave les conditions de vie et crée une situation de précarité pour les communautés, influençant dans certains cas le recrutement au sein des groupes armés.⁷¹

L'insécurité croissante des moyens de subsistance liée au changement climatique et à d'autres chocs peut aussi favoriser le recrutement, comme le soulignent les entretiens: « Dans plusieurs régions du Nord-Kivu, où les gens manquent d'opportunités d'emploi, même dans l'agriculture, les villages qui étaient autrefois utilisés pour l'agriculture sont maintenant contrôlés par des groupes armés en raison de l'insécurité. Étant donné que les moyens de subsistance deviennent inaccessibles, beaucoup sont forcés de rejoindre les groupes armés. »⁷²

Exploitation par les élites et mauvaise gestion

Le changement climatique affecte de manière disproportionnée les groupes marginalisés qui sont souvent dépourvus des ressources et des capacités nécessaires pour s'adapter. Il exacerbe les inégalités et les vulnérabilités existantes, alimentant les griefs qui peuvent être exploités par des individus riches, puissants et influents. La mauvaise gestion, les réponses inadéquates et l'exploitation peuvent davantage aggraver ces griefs et, ce faisant, conduire à la violence et au conflit, comme cela a été observé dans d'autres contextes.⁷³

Dans l'est de la RDC, les élites politiques et locales tirent parti de l'instabilité pour accéder aux ressources et les contrôler, souvent en collaboration avec des chefs de groupes armés. Ces élites usent de leur position pour préserver leurs intérêts personnels et étendre leur influence politique. Dans certains cas, les élites favorisent délibérément l'instabilité pour servir leurs intérêts, en s'appuyant sur les groupes armés pour intimider leurs rivaux et renforcer leur réputation. Cette dynamique perpétue un cycle de violence alimenté par la compétition pour le pouvoir et le clientélisme.⁷⁴

Les facteurs de stress climatique, notamment la perte de terres fertiles et les pressions croissantes sur les terres arables, exacerbent le risque d'exploitation, s'agissant en particulier des activités de transhumance et des différends relatifs à l'accès aux ressources.⁷⁵ Les conflits fonciers qui constituent l'un des principaux facteurs de violence dans la région, sont

⁶⁹ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9).

⁷⁰ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9).

⁷¹ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9).

⁷² Entretien n°4 (note 10).

⁷³ Mobjörk, Krampe et Tarif (note 9).

⁷⁴ Stearns et Vogel (12).

⁷⁵ Iversen et al. (note 1).



souvent intensifiés par l'appropriation des terres par les élites politiques et économiques, qui profitent de leur influence et de leurs affiliations pour consolider leur contrôle. Il est probable que le changement climatique amplifie ces tensions autour des terres et d'autres ressources productives. Des rapports indiquent déjà que, dans certains cas, les élites locales exploitent les crises environnementales et les catastrophes naturelles, ce qui a pour effet d'aggraver davantage les griefs des communautés.⁷⁶

L'interaction entre l'exploitation des élites, les facteurs de stress climatiques et les pressions exercées sur les ressources crée un puissant catalyseur pour les risques sécuritaires liés au climat. Bien qu'il soit difficile de déterminer dans quelle mesure cette dynamique contribue à l'insécurité dans l'est de la RDC, force est de constater que la mauvaise gestion et l'exploitation par les élites peuvent exacerber les vulnérabilités et les griefs existants. La corruption, la faiblesse de l'autorité de l'État, la mauvaise gestion et l'exploitation par les élites ont été citées à de nombreuses reprises par les participants et les personnes interrogées comme étant d'importantes sources de griefs. Ces problèmes perpétuent un cycle de méfiance à l'égard des autorités gouvernementales et nuisent davantage aux efforts déployés pour faire face à l'insécurité et aux défis liés au climat.⁷⁷

V. Les dimensions de genre et de jeunesse dans l'insécurité climatique à l'est de la RDC

Le genre joue un rôle crucial pour comprendre dans quelle mesure les différents groupes sont affectés par les risques sécuritaires liés au climat. Les normes relatives au genre et la dynamique du pouvoir peuvent soit amplifier, soit réduire ces risques, et façonner à la fois la vulnérabilité et l'action dans la réponse à l'intersection du changement climatique et du conflit.⁷⁸ Dans l'est de la RDC, le changement climatique a un impact disproportionné sur les femmes, il augmente leurs responsabilités traditionnelles dans la gestion des ménages, l'agriculture et l'accès aux ressources critiques telles que la nourriture, l'eau et le bois de chauffage.⁷⁹ Une personne interrogée a mis en exergue ce fardeau dans le contexte des inondations :

Lorsque les inondations sont survenues à Kalehe l'année dernière, elles ont détruit les marchés et la plupart des personnes qui s'y trouvaient étaient des femmes qui ont perdu leurs moyens de subsistance. Les femmes sont obligées de parcourir de longues distances, par exemple, dans la plaine de Ruzizi, elles doivent parcourir de nombreux kilomètres pour trouver de l'eau et du bois de chauffage, ce qui représente un énorme fardeau.⁸⁰

Bien qu'elles assument ces responsabilités, les femmes n'ont souvent pas accès aux ressources nécessaires et n'en sont pas propriétaires, pour pouvoir affronter les défis climatiques. Les normes culturelles et traditionnelles limitent leurs droits à la terre qui est essentielle à l'agriculture et à la production alimentaire. Comme l'a expliqué une personne interrogée:

⁷⁶ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9).

⁷⁷ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9) ; entretien n°4 (note 10) ; et entretien n°5 (note 10).

⁷⁸ Smith, E., « Gender dimensions of climate insecurity », SIPRI Insights on Peace and Security n°2022/4, mars 2022.

⁷⁹ Entretien n°1 (note 10) ; entretien n°3 (note 10) ; et entretien n°5 (note 10).

⁸⁰ Entretien n°1 (note 10).

La tradition [les normes culturelles] confère aux épouses et aux femmes la responsabilité d'aller chercher de l'eau, de ramasser le bois de chauffage et de cultiver la terre dans nos régions, mais elle ne leur concède ni l'accès à ces ressources ni leur propriété. Il est difficile pour les femmes de posséder des terres. Sans terre, il est impossible d'avoir une exploitation agricole et de produire des aliments. Les femmes sont plus touchées, mais elles ne sont pas autorisées à se battre, même si certaines d'entre elles font preuve de résilience.⁸¹

Les normes culturelles entravent également la participation des femmes à l'action climatique, certaines craignant les conséquences sociales de leur engagement dans des activités telles que le reboisement.⁸² Malgré ces difficultés, les femmes jouent souvent un rôle majeur dans l'action climatique, en prenant part à des initiatives en matière d'énergie renouvelable et de solutions de cuisson propre pour réduire la pression sur les ressources forestières, par exemple.⁸³ Par ailleurs, les femmes de l'est de la RDC contribuent activement à la résolution des conflits et à la promotion de la paix. Elles dirigent des comités de paix locaux, promeuvent la cohésion sociale, soutiennent les économies familiales et œuvrent en faveur du développement sociétal.⁸⁴

Les jeunes sont également touchés de manière disproportionnée par le changement climatique et l'insécurité dans l'est de la RDC. Ces problèmes perturbent leur vie et empêchent nombre d'entre eux d'aller à l'école ou de rester chez eux en raison des inondations, des déplacements ou des activités des groupes armés. Les jeunes ont souvent du mal à trouver de quoi se nourrir ou des sources de revenus en raison des déplacements, cela pousse certains d'entre eux à se tourner vers des activités illicites comme la criminalité ou à rejoindre des groupes armés.⁸⁵ Selon les estimations du gouvernement communiquées durant l'atelier, les jeunes hommes représentent environ 60 pour cent des membres des groupes armés et ils sont fortement impliqués dans l'exploitation illicite des ressources. Les groupes armés recrutent également de force des enfants et des jeunes pour leurs opérations.⁸⁶ Une personne interrogée a décrit cette dynamique de la manière suivante :

Lorsque des groupes armés ont attaqué les villages de Shabunda, les habitants ont dû s'échapper vers la forêt, car ils craignaient pour leur vie. Cependant, lorsque des groupes armés envahissent des villages comme celui-ci, ils s'en prennent aux jeunes, garçons et filles. Les filles sont souvent réduites à l'esclavage sexuel, tandis que les garçons sont contraints de participer aux combats. Les garçons et les filles sont exploités sur les sites miniers, où ils sont utilisés pour extraire des ressources qui sont ensuite vendues pour financer le conflit.⁸⁷

⁸¹ Entretien n°1 (note 10).

⁸² Entretien n°1 (note 10).

⁸³ Entretien n°1 (note 10) ; entretien n°5 (note 10) ; et entretien n°4 (note 10).

⁸⁴ Shemitalo, S. L., *Gender Integration and Peacebuilding in Eastern Democratic Republic of Congo : The Case of Uvira Territory*, Insecure Livelihoods Series (Governance in Conflict Network : Gent, Oct. 2024) ; et Ekota, F. K. et al « War and peace : Analysis of women's participation in conflict resolution processes in the Democratic Republic of Congo », *Open Journal of Political Science*, vol. 14, n° 4 (octobre 2024).

⁸⁵ Blackwell, A. H. et al, « Drivers of 'voluntary' recruitment and challenges for families with adolescents engaged with armed groups : Qualitative insights from Central African Republic and Democratic Republic of the Congo », *PLOS Global Public Health*, vol. 3, n°5 (mai 2023) ; entretien n°4 (note 10) ; et entretien n°2 (note 10).

⁸⁶ Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9).

⁸⁷ Entretien n°3 (note 10).



Néanmoins, les jeunes de l'est de la RDC jouent également un rôle crucial dans la promotion de la paix et de l'action climatique. Parmi les exemples d'initiatives existantes menées par les jeunes, figurent la restauration des forêts, la promotion de la justice climatique, le soutien à l'agriculture durable et aux efforts de conservation, la collecte des déchets plastiques et autres présents dans le lac Kivu, le plaidoyer en faveur de politiques inclusives et la sensibilisation et le renforcement des capacités pour traiter des liens entre le changement climatique et l'insécurité.⁸⁸

Les initiatives existantes en matière de climat et de consolidation de la paix menées par les femmes et les jeunes dans l'est de la RDC démontrent que ces groupes peuvent jouer un rôle déterminant dans la lutte contre les risques sécuritaires liés au climat s'ils bénéficient d'un soutien suffisant.

VI. Recommandations

Cette section présente une série de recommandations identifiées lors des discussions avec les participants à l'atelier et les personnes interrogées. Ces recommandations mettent l'accent sur les domaines clés de soutien et d'action nécessaires pour faire progresser les considérations en matière de risques sécuritaires liés au climat dans les efforts de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de stabilisation dans l'est de la RDC. Elles s'adressent aux bailleurs de fonds, aux décideurs politiques et aux organisations humanitaires, les organisations œuvrant en faveur de la paix et du développement, qui soutiennent les efforts locaux de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Les recommandations sont les suivantes (a) soutenir les activités de subsistance résilientes au climat en tant que composantes essentielles de la consolidation de la paix au niveau local ; (b) sensibiliser aux risques sécuritaires liés au climat et renforcer la capacité des acteurs locaux de la consolidation de la paix à intégrer les considérations climatiques et environnementales ; et (c) développer une plateforme institutionnelle en vue de la coordination des activités liées au climat, à la paix et à la sécurité, et améliorer la confiance entre et parmi les acteurs locaux et les autorités de l'État aux niveaux provincial et territorial.

Soutenir les activités de subsistance résilientes au climat en tant que composantes essentielles de la consolidation de la paix au niveau local

L'insécurité des moyens de subsistance est une préoccupation majeure et un facteur clé contribuant aux risques sécuritaires liés au climat dans l'est de la RDC. Les bailleurs de fonds, les décideurs politiques et les agences de mise en œuvre intervenant dans les domaines de l'humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix doivent donner la priorité aux activités qui renforcent la sécurité des moyens de subsistance, en soutenant par exemple, des activités de subsistance résilientes au climat.

Les recherches sur la consolidation de la paix environnementale montrent que l'intégration des activités de subsistance résilientes au climat dans les

⁸⁸ Entretien n°1 (note 10) ; entretien n°4 (note 10) ; entretien n°5 (note 10) ; et Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9).

processus de paix peut comporter des avantages significatifs.⁸⁹ La promotion de diverses activités génératrices de revenus résilientes au climat dans les régions touchées par les conflits peut permettre de remédier à l'insécurité et à la vulnérabilité des moyens de subsistance et d'atténuer les conflits liés aux ressources.⁹⁰ Dans le cas de la RDC, la promotion d'activités génératrices de revenus résilientes au climat pourrait être prise en compte dans les programmes de réintégration existants. Une personne interrogée responsable de la mise en œuvre d'un tel programme au niveau provincial a exprimé un vif intérêt pour l'intégration des considérations climatiques et l'étude d'options pour des moyens de subsistance viables et résilients au climat au cours du processus de mise en œuvre. Cet intérêt s'inscrit dans le contexte des efforts antérieurs liés au reboisement et aux activités basées sur la forêt, dont le succès a été considéré comme partiel en raison de la prolifération actuelle des groupes armés et de leurs activités de recrutement.⁹¹ Dans d'autres zones géographiques, l'offre de moyens de subsistance alternatifs résilients au climat a permis la réintégration des ex-combattants. Par exemple, au Sahel, la culture d'arbres tolérants à la sécheresse, comme l'acacia qui donne la gomme arabique, a offert une source de revenus durable aux anciens combattants, et ainsi permis leur intégration dans la communauté.⁹²

Les bailleurs de fonds, les décideurs politiques et les praticiens doivent donner la priorité à des stratégies viables, durables et résilientes au climat pour la diversification des moyens de subsistance et l'adaptation, qui répondent aux besoins des communautés et contribuent à la consolidation de la paix à long terme. Parmi les exemples évoqués par les participants à l'atelier et les personnes interrogées dans le contexte de l'est de la RDC, figurent le soutien à l'agroforesterie, la promotion des chaînes de valeur et l'amélioration de l'accès aux marchés, qui peuvent servir d'amortisseurs en cas de crise climatique.⁹³ Ces activités doivent également prendre en considération les besoins de divers groupes, notamment les femmes et les filles, les jeunes et les personnes en situation de handicap. Toutefois, le maintien des programmes de subsistance et d'adaptation dans les zones d'insécurité reste un défi, il est donc essentiel d'accorder la priorité à la réduction des conflits et à la sécurité parallèlement à ces efforts.

Consolider la sensibilisation et le renforcement des capacités

Pour faire face aux risques sécuritaires liés au climat, la sensibilisation à ces risques et le renforcement des capacités des acteurs locaux impliqués dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et les efforts de stabilisation, et de ceux qui se consacrent à l'action environnementale et climatique, s'avèrent essentiels. Il faut encourager les interventions locales

⁸⁹ Hegazi, F. et Seyuba, K., « Leveraging livelihood diversification for peacebuilding in climate- and conflict-affected contexts », SIPRI Policy Brief, avril 2024 ; Young, H. et Goldman, L., *Livelihoods, Natural Resources, and Post-Conflict Peacebuilding* (Routledge : London, 2015) ; et Tseer, T., « Surviving violent conflicts and climate variability : An intersectional analysis of differentiated access to diversification resources among smallholder farmers in Kuka », *Heliyon*, vol. 9, n°6 (juin 2023).

⁹⁰ Hegazi et Seyuba (note 89).

⁹¹ Entretien n°2 (note 10).

⁹² Kalilou, O., « Climate change and conflict in the Sahel: The acacia gum tree as a tool for environmental peacebuilding », *International Affairs*, vol. 97, no. 1 (janvier 2021).

⁹³ Entretien n°3 (note 10) ; entretien n°1 (note 10) ; et entretien n°5 (note 10).



qui identifient et conçoivent des initiatives visant à relever les défis liés au climat dans les zones affectées par le climat et les conflits, comme l'est de la RDC. Dans le cadre de cette étude, de nombreux acteurs locaux ont fait part de la nécessité de renforcer leur compréhension des liens entre les questions de changement climatique et de sécurité et d'être soutenus à l'aide d'outils qui les permettraient de prendre en compte ces considérations dans leurs activités.⁹⁴

Dans cette perspective, des initiatives ciblées de renforcement des capacités doivent être mises en œuvre pour éduquer les organisations locales, les organisations non gouvernementales (ONG), les groupes de femmes et de jeunes, et les dirigeants communautaires à propos des impacts du changement climatique sur la paix et la sécurité dans l'est de la RDC. Les programmes de formation doivent doter ces acteurs des outils, des compétences et des connaissances nécessaires pour intégrer les considérations climatiques et environnementales dans leurs activités de consolidation de la paix et pour sensibiliser aux conflits leurs actions environnementales et climatiques. L'amélioration de l'accès aux données sur le changement climatique et l'insécurité, y compris le développement ou l'utilisation d'outils ou de systèmes régionaux d'alerte précoce existants, a été mise en exergue par les acteurs locaux au cours des discussions de l'atelier et des entretiens. Cela permettrait d'identifier les risques et de produire des analyses de risques menées au niveau local qui pourraient éclairer la programmation, et appuyer les évaluations des risques en cours.

En outre, les bailleurs de fonds et les organismes de financement devraient apporter un soutien financier aux organisations locales afin de faciliter leur travail sur les risques sécuritaires liés au climat dans la région. La promotion des capacités locales avec un soutien adéquat et une bonne compréhension des liens entre le climat, la paix et la sécurité peut permettre aux communautés de prendre des mesures préventives pour protéger l'environnement, renforcer la résilience et atténuer les risques sécuritaires liés au climat.

Créer une plateforme institutionnelle pour le climat, la paix et la sécurité

Le sujet du climat, de la paix et de la sécurité était relativement nouveau pour la plupart des acteurs locaux qui ont participé à l'atelier et aux entretiens. L'atelier lui-même a offert une plateforme aux acteurs des secteurs de l'environnement et du climat, ainsi qu'aux personnes impliquées dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Il a également été l'occasion d'échanger des idées et de dialoguer avec des ONG locales, des activistes et des représentants du gouvernement au niveau provincial. Ces interactions ont été accueillies très favorablement, les participants ont fait savoir que ces échanges transversaux doivent être davantage encouragés. Ils ont suggéré la création d'une plateforme institutionnelle officielle dirigée par des acteurs locaux disposant de réseaux solides dans l'est de la RDC. L'objectif de cette plateforme serait de favoriser les discussions, de faciliter les échanges et de générer des synergies et des processus de collaboration

⁹⁴ Entretien n°2 (note 10) ; entretien n°3 (note 10) ; entretien n°1 (note 10) ; entretien n°5 (note 10) ; et Atelier sur le climat, la sécurité et la consolidation de la paix (note 9).

sur le climat, la paix et la sécurité entre les autorités gouvernementales et les ONG locales.

Outre l'aide qu'elle apporterait à la coordination des efforts, une telle plateforme permettrait d'établir des relations entre les acteurs locaux et étatiques. Un élément clé de cette initiative serait l'intégration intentionnelle d'activités de mise en confiance et du capital social qui consolident les relations inter et intracommunautaires au niveau territorial, ainsi que les relations avec les autorités publiques. Si le capital social peut parfois renforcer les déséquilibres de pouvoir et les inégalités, il peut aussi favoriser la confiance, faciliter le partage d'informations et promouvoir des valeurs communes, autant d'éléments susceptibles d'améliorer la gouvernance et de réduire les risques de conflit.⁹⁵ Par ailleurs, il peut permettre aux communautés marginalisées de participer à la prise de décision, et ainsi renforcer la crédibilité et la durabilité des interventions.

Les discussions avec les personnes interrogées ont avant tout mis en évidence le manque de confiance dû à un système politique fondé sur le clientélisme et à la faiblesse des institutions de l'État. Aussi, la plateforme proposée pourrait servir de mécanisme indispensable pour combler le fossé entre les populations locales et le gouvernement, notamment pour répondre aux défis les plus pressants en matière d'insécurité, de conflit armé et de crise climatique et trouver des solutions. À cet égard, la littérature montre qu'en cas de faible niveau de confiance, la création d'un capital social par le biais de techniques de rapprochement et de mise en relation - comme une plateforme sur le climat, la paix et la sécurité - peut donner des résultats positifs en termes de perspectives de renforcement de la confiance et de la paix.⁹⁶ Certains exemples prouvent que de tels mécanismes et plateformes ont eu un impact positif sur le renforcement de la confiance et ont été utilisés pour améliorer la gouvernance et la gestion des ressources naturelles partagées dans les zones touchées par un conflit.⁹⁷

Les institutions gouvernementales, avec l'appui de partenaires, de bailleurs de fonds et d'organisations internationales, peuvent jouer un rôle de facilitateur en aidant à la mise en place d'une telle plateforme institutionnelle. Toutefois, il est également essentiel d'inclure les communautés locales et les groupes sous-représentés, à l'instar des personnes en situation de handicap et des populations autochtones, dans la création de cette plateforme.

⁹⁵ Hegazi, F. et Seyuba, K., « The social side of climate change adaptation : Reducing conflict risk », SIPRI Policy Brief, septembre 2022.

⁹⁶ Hegazi et Seyuba (note 95).

⁹⁷ Eriksen, S. et Lind, J., « Adaptation as a political process : Adjusting to drought and conflict in Kenya's drylands », *Environmental Management*, vol. 43, n°5 (mai 2009) ; Cox, M., *Social Capital and Peace-building: Creating and Resolving Conflict with Trust and Social Networks* (Routledge : New York, 2009) ; Nyahunda, L. et Tirivangasi, H. M., « Harnessing of social capital as a determinant for climate change adaptation in Mazungunye Communal Lands in Bikita, Zimbabwe », *Scientifica*, 19 avril 2021 ; et Taher, T. et al., « Local groundwater governance in Yemen : Building on traditions and enabling communities to craft new rules », *Hydrogeology Journal*, vol. 20, n°6 (2012).



SELECTED SIPRI PUBLICATIONS ON CLIMATE CHANGE AND RISK

Solar Power and Environmental Peacebuilding in South-central Somalia

Ann-Sophie Böhle and Kheira Tarif
February 2025

Cultivating Change: Regenerative Agriculture and Peacebuilding in South-central Somalia

Ann-Sophie Böhle and Kheira Tarif
November 2024

Community Dialogue as a Peacebuilding Tool: Insights from Environmental Dialogue in the Nineveh Plains of Iraq

Amal Bourhrous
November 2024

Unveiling Challenges and Gaps in Climate Finance in Conflict Areas

Dr Karen Meijer and Abeer S. Ahmad
October 2024

From Conflict to Collaboration: Co-funding Environmental Peacebuilding in South-central Somalia

Kheira Tarif
September 2024

Climate Change Adaptation in Areas Beyond Government Control: Opportunities and Limitations

Dr Karen Meijer and Ann-Sophie Böhle
September 2024

Burning Ground: Tackling Climate Change and Conflict in South-central Somalia

Kheira Tarif
May 2024

Leveraging Livelihood Diversification for Peacebuilding in Climate- and Conflict-affected Contexts

Dr Farah Hegazi and Katongo Seyuba
April 2024

SIPRI is an independent international institute dedicated to research into conflict, armaments, arms control and disarmament. Established in 1966, SIPRI provides data, analysis and recommendations, based on open sources, to policymakers, researchers, media and the interested public.

GOVERNING BOARD

Stefan Löfven, Chair (Sweden)

Dr Mohamed Ibn Chambas
(Ghana)

Ambassador Chan Heng Chee
(Singapore)

Dr Noha El-Mikawy (Egypt)

Jean-Marie Guéhenno (France)

Dr Radha Kumar (India)

Dr Patricia Lewis (Ireland/
United Kingdom)

Dr Jessica Tuchman Mathews
(United States)

DIRECTOR

Dan Smith (United Kingdom)



**STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE**

Signalistgatan 9

SE-169 72 Solna, Sweden

Telephone: +46 8 655 97 00

Email: sipri@sipri.org

Internet: www.sipri.org

SIPRI INSIGHTS ON PEACE AND SECURITY NO. 2025/02

CLIMAT, PAIX ET SÉCURITÉ DANS L'EST DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

KATONGO SEYUBA

SOMMAIRE

I. Introduction	1
II. L'est de la RDC en un coup d'œil : Des conflits persistants	3
III. L'est de la RDC face au changement et à la vulnérabilité climatiques	5
Tendances et projections des températures	6
Tendances et projections des précipitations	8
Vulnérabilité au changement climatique	9
IV. Risques sécuritaires liés au climat dans l'est de la RDC	11
Détérioration des moyens de subsistance	12
Déplacements et changements dans les schémas de mobilité	13
Activités des groupes armés	15
Exploitation par les élites et mauvaise gestion	16
V. Les dimensions de genre et de jeunesse dans l'insécurité climatique à l'est de la RDC	17
VI. Recommandations	19
Soutenir les activités de subsistance résilientes au climat en tant que composantes essentielles de la consolidation de la paix au niveau local	19
Consolider la sensibilisation et le renforcement des capacités	20
Créer une plateforme institutionnelle pour le climat, la paix et la sécurité	21
Figure 1. Vue d'ensemble des zones climatiques de la République démocratique du Congo	6
Figure 2. Projection de la température moyenne en République démocratique du Congo, par scénario d'émissions	7

À PROPOS DE L'AUTEUR

Katongo Seyuba est chercheur au sein du programme Changement climatique et risques du SIPRI. Ses domaines de recherches sont les risques sécuritaires liés au climat et les réponses des acteurs politiques, en particulier dans le contexte de l'Afrique.